



Cahier du Congrès des 24 et 25 octobre 2015 de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante

Version finale du 23 octobre 2015

Lieu

Cap St-Barnabé
1475 av. Benett, Montréal

*Notez que le lieu a été modifié en date du 22 octobre 2015

Heure

Début du Congrès : samedi matin à 9H00

Frais de participation

À venir

Documents utiles pour le Congrès (disponible sur www.asse-solidarite.qc.ca) :

- Procès-verbal et résumé des mandats du Congrès des 19 et 20 septembre 2015
 - Statuts et règlements de l'ASSÉ (version des 19 et 20 septembre 2015)
- Code des règles de procédures de l'ASSÉ (version des 25 et 26 avril 2015)
 - Petit livre mauve de l'ASSÉ (version du 24 octobre 2013)

Coordonnées du bureau de l'ASSÉ :

2065, Parthenais B.P. 383
Montréal, Québec H2K 3T1
Tel : 514-390-0110
Fax : 514-390-8415
www.asse-solidarite.qc.ca

TABLE DES MATIÈRES

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR	5
TEXTES DE RÉFLEXION	6
RÉFLEXION SUR LE RÔLE DE L'ASSÉ ET LA CAMPAGNE EN COURS	6
RÉFLEXION L'AUGMENTATION DES COTISATIONS À L'ASSÉ	10
LETTRES DE CANDIDATURE	11
CANDIDATURE DE CLAUDIA CACHAY-OSORIO AU POSTE DE SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DU CONSEIL DE COORDINATION DE L'ASSÉ	11
CANDIDATURE D'EMANUEL GUAY AU POSTE DE SECRÉTAIRE AUX COMMUNICATIONS DE L'ASSÉ.....	12
CANDIDATURE DE KEITH POITRAS AU COMITÉ AD HOC DE MAINTIEN ET ÉLARGISSEMENT DE LA GRÈVE DE L'ASSÉ	13
CANDIDATURE DE LAURA MARTIN AU COMITÉ FEMMES DE L'ASSÉ.....	13
CANDIDATURE D'ÉLISABETH BÉFORT-DOUCET AU COMITÉ DE MOBILISATION DE L'ASSÉ	14
CANDIDATURE DE NOËL BROUILLETTE AU COMITÉ DE MOBILISATION DE L'ASSÉ	15
CANDIDATURE DE LENY PAINCHAUD AU COMITÉ DE MOBILISATION DE L'ASSÉ	15
CANDIDATURE DE MARIE-PIER LAUZON AU COMITÉ DE INFORMATION DE L'ASSÉ	17
DÉMISSIONS	18
DÉMISSION DE XAVIER FERRAND AU COMITÉ RECHERCHE ET AFFAIRES ACADÉMIQUE DE L'ASSÉ	18
DÉMISSION D'OLIVIA BÉDARD-WIEN AU COMITÉ JOURNAL DE L'ASSÉ.....	18
BILANS	19
BILAN MENSUEL DU CONSEIL EXÉCUTIF : SEPTEMBRE 2015.....	19
BILAN DU COMITÉ LÉGAL DE L'ASSÉ	21
BILAN DU COMITÉ FORMATION DE L'ASSÉ	22
BILAN DU COMITÉ FEMMES DE L'ASSÉ.....	23
BILAN DU COMITÉ JOURNAL DE L'ASSÉ	23
BILAN DU COMITÉ AUX LUTTES SOCIALES DE L'ASSÉ.....	24
BILAN DU COMITÉ INFORMATION DE L'ASSÉ	25
BILAN DU COMITÉ RECHERCHE ET AFFAIRES ACADÉMIQUES DE L'ASSÉ..	26
PROPOSITIONS	27
1. PROCÉDURES D'OUVERTURE	27

2.0 BILAN.....	27
3.0. ÉLECTIONS	27
4.0. FINANCES	27
5.0. FEMMES	28
6.0. PLAN D'ACTION	28
7.0. REVENDICATIONS	29
8.0. AVIS DE MOTION	29
8.1. TRAITEMENT	29
8.2. DÉPÔT	29
9.0. VARIA	29
10.0. LEVÉE	29
ANNEXES.....	30
ANNEXE A.....	30

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

1. PROCÉDURES D'OUVERTURE

2. BILAN

3. ÉLECTIONS

4. FINANCES

5. FEMMES

6. PLAN D'ACTION

7. REVENDICATIONS

8. AVIS DE MOTION

8.1 TRAITEMENT

8.2 DÉPÔT

9. VARIA

10. LEVÉE

TEXTES DE RÉFLEXION

RÉFLEXION SUR LE RÔLE DE L'ASSÉ ET LA CAMPAGNE EN COURS

Déposée par la SOGEECOM (20 octobre 2015)

(On s'est demandé longtemps comment entamer ce texte pour, finalement, aller droit au but :) Suite aux différentes instances des dernières semaines, nous sentons le besoin de faire certains constats et de partager plusieurs de nos inquiétudes face à la campagne et à des dynamiques problématiques qui semblent s'installer.

1. **Trop d'associations se désinvestissent des instances de l'ASSÉ, ce qui crée plusieurs contradictions.**

La première de ces contradictions concerne notre désir d'assurer une participation des associations locales dans les instances intermédiaires et dans l'ensemble des processus décisionnels à l'ASSÉ. Au dernier congrès, plusieurs discussions ont porté sur des mécanismes qui visent à ce que les associations aient un droit de regard direct sur l'ensemble des décisions prises à l'ASSÉ. Or, nous devons constater que toutes nos tentatives d'augmenter la participation des associations demeureront vaines si nous n'investissons pas ensuite concrètement ces instances ou si nous n'utilisons pas ces mécanismes. Les bilans de l'équipe nationale sont un exemple très simple de cette problématique : ce sont des outils dont nous nous sommes doté-e-s pour donner aux associations une conscience plus claire des activités des comités et du conseil exécutif. Pourtant, au dernier congrès, la quasi-totalité des associations a semblé entamer sa lecture des bilans durant la période de questions, qui n'a finalement pas eu lieu, faute d'interventions! Il nous semble que le peu de propositions émanant des associations au Congrès, le peu de participation à la mascarade du 7 octobre (pourtant appelée par le Congrès) ou encore la difficulté à tenir un CRAM, par exemple, parlent de cette même problématique d'un désinvestissement des structures de l'ASSÉ par les militant-e-s des associations locales.

Ce désinvestissement débouche sur une seconde contradiction lorsqu'on arrive à des questions aussi centrales que le plan d'action, comme on l'a vu au congrès. Durant la plénière du samedi soir, la majorité des interventions des délégations visaient à faire connaître l'état de la situation sur leur campus. Certes, prendre acte de l'état de la mobilisation est nécessaire, mais réfléchir à un plan d'action, ce n'est pas seulement prendre le pouls des membres de son association ou de la mobilisation sur son campus et se dire : « voilà, à première vue, chez nous, il ne se passe pas grand chose et nous attendrons donc de voir ce que font les autres associations ou les syndicats pour suivre ». En tant qu'élue-e-s, nous devons aussi prendre la question en sens inverse et nous demander : « si le rôle des associations étudiantes est de défendre les intérêts de leurs membres et de contribuer aux luttes progressistes, quel rôle doivent-elles jouer dans le contexte des mesures d'austérité ou de la lutte contre les hydrocarbures? » et ramener toutes les informations et les réflexions que nous avons à ce sujet dans la mobilisation, dans nos AG et au congrès. De ce point de vue, nous pouvons alors

considérer l'état de nos campus comme les conditions de départ à partir desquelles organiser la mobilisation, et non comme des conditions objectives et indépassables de la lutte. Pour nous cette seconde contradiction se résume à cette réflexion très simple : l'ASSÉ n'est pas une bureaucratie que l'on fait vivre pour le plaisir des structures! C'est un outil dont se dotent les associations pour défendre au niveau national des revendications étudiantes communes et coordonner des moyens d'action en conséquence; or, si les associations arrivent non préparées, sans proposition, au point de voter sans débat sur la proposition de plan d'action (nous y reviendrons), il nous semble que c'est choisir nous-mêmes de rendre l'ASSÉ dysfonctionnelle et incapable de remplir ses buts.

Dans le même sens, il s'est trouvé des délégations qui, au terme des discussions sur le plan d'action, critiquaient les prises de position de l'exécutif national en suggérant que l'exécutif devrait demeurer neutre. Or, pour nous le problème, ce n'est pas que l'exécutif ait pris position, c'est de constater que sans les interventions de l'exécutif, le débat aurait été franchement limité, voire presque inexistant. La contradiction ici, il nous semble, vient de ce qu'en étant insuffisamment préparées, certaines associations peuvent ressentir comme écrasantes les prises de parole de l'exec, alors qu'il est absolument essentiel que l'exécutif partage les informations qu'il détient et son analyse de la situation, de même que les recommandations qu'il tire de sa position particulière. Il appartient ensuite aux associations de prendre les décisions les plus éclairées tout en respectant leurs mandats. Il nous semble que souhaiter la neutralité de l'exécutif national, c'est manquer de confiance dans notre capacité à respecter nos mandats, et c'est chercher à se soustraire à un débat dont l'objectif est pourtant d'aller au fond des enjeux dont nous traitons et d'enrichir la conscience que nous avons de ces questions pour alimenter ensuite les discussions et les réflexions dans nos campus respectifs.

2. Nous nous donnons collectivement des mandats que nous ne tenons pas nous-mêmes.

Pour revenir encore au dernier congrès, la proposition de plan d'action qui invitait notamment à poursuivre la campagne de GGI a été adoptée à 43 pour, aucun contre et 20 abstentions. Elle a d'ailleurs été adoptée sans le moindre débat (à l'exception de la date du prochain congrès) alors que les associations s'étaient pourtant montrées plutôt indécises la veille. Or, sur les associations qui ont voté en faveur, plusieurs assumaient le jour même qu'elles ne suivraient pas vraiment ce plan d'action sur leur campus. Aussi, force est de constater, quatre semaines plus tard, que moins de cinq associations parlent explicitement de GGI à date, et que peu d'associations ont des mandats de grève reconductible ou l'intention d'en proposer en assemblée.

Cela nous laisse franchement perplexes. Au printemps dernier, le congrès a adopté de poursuivre la mobilisation vers une GGI à l'automne. Dès la rentrée, on constate que la mobilisation sur de nombreux campus ne correspond pas vraiment à celle d'une campagne de GGI. À partir de là, le congrès des 19-20 septembre était un moment assez charnière pour réviser notre plan d'action. Pourtant, les associations présentes ont

choisi de réitérer ce mandat, tout en considérant pour beaucoup d'entre elles, semble-t-il, que cela ne les engageait pas. C'est là une pente qui nous paraît bien dangereuse : un mandat de GGI n'est pas un appui symbolique ou un mandat de principe; c'est censé être une mise en branle de toute notre force de frappe. Si nous n'étions pas prêts et prêtes à mettre toutes nos énergies à réaliser ce plan d'action, ou si nos mandats n'allaient pas dans ce sens, alors il fallait voter contre. Et comprenons-nous bien : il ne s'agit pas de dire qu'un plan d'action voté en congrès exige que toutes les associations membres de l'ASSÉ s'y plient, indépendamment de leur situation locale. L'idée c'est qu'on devrait toutefois pouvoir s'attendre à ce qu'un plan d'action adopté soit à tout le moins mis en branle par la majorité des associations locales! Sinon, pourquoi se donne-t-on la peine d'adopter des plans d'action?

D'autant plus qu'en faisant planer la menace de moyens de pression qui ne correspondent pas à la réalité de ce qui se passe sur les campus, c'est autoriser nous-mêmes la déconnexion concrète du local et du national. C'est risquer aussi de reproduire cette sorte de mise en spectacle de la contestation que nous dénonçons souvent chez les grandes centrales syndicales, où les moyens de pression annoncés sont une sorte d'image, de ballonne, qui se dégonfle si on s'approche un tant soit peu de la réalité de la mobilisation sur le terrain. À cela s'ajoute finalement que les différents comités de l'ASSÉ se retrouvent dans la position contradictoire d'avoir à faire de la mobilisation ou à produire du matériel d'information et des formations qui vont dans le sens de la GGI alors que les associations locales ne mobbent pas dans ce sens. Cela a aussi pour effet d'attiser des tensions absurdes à l'intérieur même de notre organisation lorsque des associations qui ont voté en faveur du plan d'action, sans le mettre en branle au local, perçoivent comme de l'ingérence de l'équipe nationale les suivis effectués ou l'aide proposée par celle-ci par rapport à l'organisation de la campagne de GGI.

Ceci dit, on fait quoi à partir de là?

1. Rompre avec une conception de la démocratie directe qui nous paralyse.

Au final, il nous semble que ces réflexions nous invitent à revenir aux raisons profondes qui sous-tendent le fait de faire vivre des associations étudiantes combattives et une organisation nationale qui coordonne les efforts de ces associations. Pour nous, le point de départ d'une organisation comme l'ASSÉ, c'est que nous reconnaissons que notre éducation et la culture dans laquelle nous baignons ne nous prépare pas à avoir réellement conscience de nos intérêts, encore moins à les défendre. La contestation et la dissidence sont un rapport à la politique qui nous est trop peu enseigné et que nous peinons à mettre en pratique concrètement si nous ne sommes pas mis-e-s en contact avec des gens et des structures qui organisent cette contestation et nous aident à lier sentiment de révolte et lutte concrète. C'est pourquoi il est si essentiel que, dans le contexte des « démocraties » représentatives et capitalistes, des organisations de masse telles que les associations étudiantes continuent à maintenir vivante sur les campus une culture organisationnelle qui rappelle les buts et principes du syndicalisme de combat et de la démocratie directe.

Or, cela suppose de reconnaître aussi que nos organisations, comme les conseils exécutifs et les comités qui les animent, de même que les permanences qui y travaillent, ne sont pas neutres. C'est vrai au niveau local et c'est vrai au niveau national. Les élu-e-s des associations étudiantes sont non seulement redevables devant les assemblées générales (ou le Congrès, pour l'équipe nationale), mais elles et ils sont également responsables de s'assurer que leur association respecte les buts et les principes sur lesquels elle se fonde. Face à la privatisation accélérée de nos services publics, à la dégradation des conditions de travail de centaines de milliers de travailleurs et travailleuses et à la précarisation et l'appauvrissement d'un nombre encore plus grand de personnes, nous n'avons pas besoin de mandats pour lancer des campagnes de mobilisation et d'information larges et continues sur ces attaques et sur les possibilités de lutte qui s'offrent aux étudiant-e-s : c'est notre devoir de le faire! Les exécutant-e-s, de même que les comités de mobilisation, ont la responsabilité de diffuser largement l'ensemble des informations dont ils et elles disposent pour donner aux membres de leur association les moyens concrets de participer aux luttes politiques en cours.

2. Renouer avec un travail d'information et de mobilisation soutenu sur les campus; avec une réflexion continue sur la situation politique et la campagne dans les associations; et avec une plus grande coordination inter-associations entre les instances.

Face à ce désinvestissement de l'ASSÉ que nous constatons cette session, et suite aux tensions vives de la dernière année, il nous semble nécessaire de rappeler que l'ASSÉ n'est pas une machine puissante détachée de sa base; c'est un outil qui dépend totalement de l'énergie que des militants et militantes choisissent d'y mettre. Si plusieurs associations se désengagent de ce qui s'y passe, cela affecte très réellement la capacité de l'ASSÉ à remplir les buts pour lesquelles elle existe et, par là, la capacité des associations locales à se coordonner pour maximiser leur rapport de force dans le cadre des campagnes qu'elles mènent.

L'ASSÉ est notre organisation, il n'appartient qu'à nous de l'investir pleinement! Cela commence par communiquer davantage entre associations sur le plan d'action, sur l'état de la mobilisation, sur nos réflexions et inquiétudes, sur nos besoins d'aide et de soutien au local. Cela passe également par la préparation des instances et particulièrement du prochain congrès.

Plusieurs questions nous semblent devoir être discutées la fin de semaine prochaine :

- Au vu des mandats déjà adoptés par les associations et ce que prévoient celles qui auront leur AG dans les deux prochaines semaines, quelles coordination est encore possible entre les associations, l'objectif étant d'être le plus nombreux et nombreuses possible à être en grève en même temps?
- À quoi occuperons-nous ces journées de grèves (incluant celles du front commun)? Actions de visibilité et de perturbations? Piquetage sur des lieux de travail? Activités centrées sur les campus? Pouvons-nous nous concerter pour prévoir quelques actions d'envergure?

- Plusieurs associations entretiennent des liens avec leurs syndicats locaux, mais quel soutien ou quelle concertation pouvons-nous envisager avec les autres groupes en lutte (par ex. groupes communautaires, syndicats extérieurs au milieu de l'enseignement post-secondaire, mobilisations citoyennes comme « Je protège mon école publique »)?
- Quelles stratégies concrètes ont été réfléchies sur les différents campus pour faire face à une éventuelle loi spéciale depuis le dernier congrès?
- Que ferons-nous si les syndicats signent une entente à rabais dans les prochaines semaines?

Nous vous invitons à en discuter le plus rapidement possible et à échanger avec les autres associations locales. N'hésitez pas non plus à nous appeler pour en discuter ou nous partager vos propres questionnements! Dans l'espoir que ce congrès nous permette de prendre un nouveau souffle, de nous réappropriier pleinement cette campagne et de commencer à nous battre!

Solidairement,
La SOGÉÉCOM

RÉFLEXION L'AUGMENTATION DES COTISATIONS À L'ASSÉ

Déposée par Le Conseil exécutif

Voir document indépendant.

LETTRES DE CANDIDATURE

CANDIDATURE DE CLAUDIA CACHAY-OSORIO AU POSTE DE SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DU CONSEIL DE COORDINATION DE L'ASSÉ

(Déposée le 6 octobre 2015)

Camarades,

Voici ma lettre de candidature au poste de Secrétaire générale du Conseil de Coordination.

IMPLICATION MILITANTE

J'ai milité à l'association du cégep de Maisonneuve (SOGÉÉCOM) pendant près d'un an et demi, en tant qu'exécutante à la coordination et au sein du comité femmes et du comité de mobilisation. Au printemps dernier, j'ai occupé le poste de Secrétaire générale du Conseil Central. Je suis présentement élue sur le Comité aux luttes sociales et je m'implique principalement au sein de la Coalition main rouge, dont l'ASSÉ est membre actif. J'ai également donné un coup de main aux tournées dans des associations locales, travail que je considère essentiel actuellement.

SUR LE CONSEIL DE COORDINATION

Ayant été secrétaire du Conseil Central (CC), j'ai pu voir les problématiques liées à cette instance, notamment un manque de transparence dans l'application des mandats de Congrès. En effet, le manque de participation avait parfois pour conséquence de déléguer la prise de décisions aux réunions du Conseil exécutif ou des comités. À cela s'ajoutait une plus grande difficulté à se coordonner au sein de l'équipe élue à l'ASSÉ, ce qui est d'autant plus crucial en pleine campagne de grève. C'est pourquoi je suis particulièrement motivée à coordonner le « CoCo », à m'assurer du respect des lignes politiques établies en Congrès et à voir à leur application.

J'ai peu d'inspiration pour écrire plus, alors n'hésitez pas à me contacter via courriel pour tout questionnement ou à me poser des questions en Congrès.

Solidairement,

Claudia Cachay-Osorio
Étudiante en sciences humaines à Cégep@distance
Membre du Comité aux luttes sociales

CANDIDATURE D'EMANUEL GUAY AU POSTE DE SECRÉTAIRE AUX COMMUNICATIONS DE L'ASSÉ

(Déposée le 7 octobre 2015)

Camarades,

Cette lettre a pour but de présenter ma candidature comme secrétaire aux communications lors du prochain congrès : je pense effectivement que ma candidature à ce poste présente une certaine pertinence et j'estime être à la hauteur des nombreux défis qu'il comporte.

Ayant participé activement à la rédaction de l'argumentaire annuel cet été, je le maîtrise bien et je pourrai donc aider notre prochaine ou notre prochain porte-parole à le défendre avec conviction et rigueur. J'ai organisé mon année scolaire de manière à pouvoir dédier l'essentiel de mon temps à la mobilisation, ce qui suppose que je pourrai m'atteler sans problème à la rédaction de communiqués de presse ainsi qu'à la préparation de discours pour notre association, sans compter les ateliers de mobilisation et les autres interventions de terrain que je souhaite maintenir au travers de mon implication sur le conseil exécutif.

J'ai fait l'expérience des médias dans le cadre de mes fonctions à l'ASSÉ cet été, par des interventions à la télévision et à la radio, et je me sens donc prêt à m'y investir pleinement pour notre prochaine campagne de mobilisation, en soutenant notamment notre prochaine ou notre prochain porte-parole dans son travail médiatique durant l'ensemble de l'année scolaire à venir.

J'ai également l'intention de mener des recherches durant l'ensemble de l'année scolaire pour étoffer notre argumentaire et sa présentation publique, afin de démontrer la plus haute pertinence des alternatives fiscales que nous défendons et de mettre ainsi en lumière que l'austérité, bien loin d'être une période budgétaire difficile, mais de courte durée, est plutôt une restructuration sur le long terme des fonctions de l'État au détriment des citoyens et des citoyennes les plus précaires.

Il nous faut maintenir la pression contre le gouvernement Couillard, dans la foulée de la mobilisation du printemps dernier et dans une perspective d'élargissement de la lutte à des pans de plus en plus importants de la population, afin de multiplier les brèches que nous opérons dans le discours de l'élite économique et politique. J'ai la volonté de contribuer le plus que possible à la lutte cet année, et ce indépendamment du poste que j'occuperai – je me propose donc pour la fonction dans laquelle je pense être le plus utile pour notre association, à la lumière des changements récents sur l'équipe nationale. Qu'on me permette de conclure en soulignant le travail de Missila comme secrétaire aux communications cet été et en lui souhaitant du succès dans son implication ultérieure.

Bien à vous,
Emanuel Guay

CANDIDATURE DE KEITH POITRAS AU COMITÉ AD HOC DE MAINTIEN ET ÉLARGISSEMENT DE LA GRÈVE DE L'ASSÉ

(Déposée le 8 octobre 2015)

Bonjour camarades,

Je m'appelle Keith Poitras et je souhaite faire partie du comité ad hoc de mobilisation pour cet automne-ci. Je me présente, car je souhaite contribuer à la mobilisation nécessaire pour la GGI qui s'annonce. J'ai déjà de l'expérience en ce qui a trait à la mobilisation avec la campagne du printemps 2015. J'ai parcouru des cégeps tels que Saint-Laurent et Lionel-Groux. Récemment, j'ai été élu membre du comité de recherches aux affaires académiques. Également, mes études en travail social et ma participation au CRAA m'offrent des outils quant à la mobilisation. Ma participation au CRAA a été moins importante que ce que j'aurais prévu, toutefois, c'est un défi que je souhaite toujours relever et qui m'a permis d'apprendre et qui me permettra d'apprendre. Je souhaite ainsi davantage m'impliquer dans cette nouvelle campagne de GGI avec cette candidature.

Je vous souhaite une bonne journée camarades.
Keith Poitras

CANDIDATURE DE LAURA MARTIN AU COMITÉ FEMMES DE L'ASSÉ

(Déposée le 12 octobre 2015)

Allô,

Je m'appelle Laura Martin et je suis actuellement étudiante au BAC en sociologie à l'UQAM. Je viens d'Alma où je me suis impliquée principalement dans l'association étudiante locale, mais aussi dans le comité femmes et le comité vert, le conseil d'administration du Collège d'Alma et dans les structures étudiantes régionales comme la CAESL (Coalition des associations étudiantes du Saguenay-Lac-St-Jean).

Mon implication des dernières années m'ayant « donné la piqûre » (lol) j'ai eu envie de poser ma candidature pour le comité femmes de l'ASSÉ parce que ce comité a l'air vraiment sweet. En plus, je trouve vraiment très pertinent de m'impliquer dans les luttes féministes et dans leur diffusion étant donné leur importance toujours actuelle et plus que pertinente. Ensuite, ayant moi-même participé à la création d'un comité femmes au Collège d'Alma, j'ai déjà un peu d'expérience en la matière et finalement, j'aime beaucoup travailler en comité non-mixte.

Pour terminer, je crois que mon expérience en tant que militante (et militante de région) sera super pertinente au sein du comité femmes de l'ASSÉ et en plus je suis quand même une personne avec qui les gens (sweets) aiment passer du temps.

Merci,
Laura.

**CANDIDATURE D'ÉLISABETH BÉFORT-DOUCET AU COMITÉ DE
MOBILISATION DE L'ASSÉ**

(Déposée le 16 octobre 2015)

Camarades,

Je vous sou mets ici ma lettre de candidature sur le Comité de Mobilisation de l'ASSÉ.

J'ai commencé à militer au niveau de la SOGÉÉCOM à la session dernière où j'ai été adjointe aux affaires internes, et m'impliquait au Comité Mob de la même association. J'ai aussi milité, sans affiliation, pendant plusieurs années pour la cause étudiante étant donné que c'est une cause qui me tient à cœur, avant même de savoir qu'il existait un nom à l'action que je posais, soit la mob. Je suis présentement sur le Comité ad hoc Maintien et Élargissement de la Grève à l'ASSÉ depuis le dernier congrès.

En ce qui a trait à mon parcours scolaire, j'ai terminé mon diplôme d'études collégiales au Collège de Maisonneuve en sciences humaines profil monde à la session dernière, et suis inscrite au baccalauréat en Anthropologie à la session d'automne 2015 à l'Université de Montréal.

Je considère que la mobilisation est le centre du syndicalisme de combat, c'est être humble et honnête envers les personnes concernées par les mêmes enjeux que nous. Ce sentiment de solidarité qui autorise un regroupement avec ceux et celles qui nous ressemblent est particulièrement nécessaire lors d'évènements d'envergure, telles les manifestations nationales, ou les actions locales.

Advenant mon élection, je m'engage, étant redevable aux membres de l'ASSÉ, à faire connaître nos revendications le plus possible. Il est important de faire front commun afin d'appuyer les syndiqué-e-s et les personnes particulièrement touchées par les mesures d'austérité et c'est pour cela que l'information remise se doit d'être correcte et, disons-le, mobilisante.

Solidairement,
Élisabeth Béfort-Doucet.

**CANDIDATURE DE NOËL BROUILLETTE AU COMITÉ DE
MOBILISATION DE L'ASSÉ**

(Déposée le 16 octobre 2015)

Camarades,

Nous arrivons à un moment charnière dans la lutte à l'austérité. Nous devons mettre les bouchées doubles pour atteindre nos objectifs. C'est pourquoi je sou mets ma candidature sur le comité de mobilisation de l'ASSÉ.

Tout d'abord, mon implication ne commença pas dans une association étudiante, mais bien sur mes milieux de travail où j'ai pris part à plusieurs campagnes d'organisation infructueuses, mais ô combien formatrices. Par la suite, j'ai effectué un retour sur les bancs d'école et c'est à ce moment que j'ai occupé mon premier poste sur l'exécutif de la SOGÉÉCOM en tant qu'adjoint puis délégué à la mobilisation.

Ainsi, le comité mob de l'ASSÉ me semblait être l'endroit tout désigné pour moi, puisque mes implications précédentes me demandaient une capacité d'aller vers les gens, de structurer mon discours et de le propager le plus efficacement possible.

Mes conditions matérielles d'existence me délestent d'une quantité appréciable de temps, je crois pouvoir être en mesure d'appuyer le travail de l'exécutif et des militantes et militants sur ledit comité.

Je finirai en vous disant cela : la lutte sera longue et difficile, mais elle est nécessaire et juste.

Solidairement,

Noël Brouillette

P.S. : Résistance, combativité et bonne soirée.

**CANDIDATURE DE LENY PAINCHAUD AU
COMITÉ DE MOBILISATION DE L'ASSÉ**

(Déposée le 16 septembre 2015 et le 21 octobre 2015)

Bonsoir camarades,

Par la présente, je présente ma candidature sur le Comité de mobilisation de l'ASSÉ.

Je suis qui au juste ? Pour faire bref tout en voulant décrire mon bagage, je suis actuellement en première année du programme intégré de langues modernes et études internationales à l'Université Laval. Pour la première fois, je suis un membre de l'ASSÉ

par l'ABEILL. L'année passée j'ai passé par la traversée du désert appelé le programme de sciences biomédicales de l'UL où je faisais mon objecteur de conscience.

Avant, j'étais étudiant en soins infirmiers puis en sciences de la nature au Collège d'Alma. J'ai été élu coordonnateur aux affaires externes (2012-2013) puis coordonnateur général (2013-2014) avant de démissionner en fin de session devant un véritable putsch de facho qui a finalement été contré. J'ai fondé le comité mob de l'AECA, cofondé le comité Vert et j'ai été coordonnateur de la Coalition des associations étudiantes du Sag-Lac (CAESL) pendant un an. Je me suis impliqué dans un milieu, certes relativement petit, mais dynamique et je reste toujours un Jeannois dans le cœur. L'expulsion définitive de la FECQ, la formation d'un conseil régional de l'ASSÉ, un camp de formation de l'ASSÉ, des manifestations régionales et quelques détachements jeannois dans les manifestations de Montréal sont les faits marquants de cette période. Avant ça, je vivais dans un rang de campagne au nord de Saint-Cœur-de Marie où je n'ai même pas passé par des écoles publiques, mais j'ai profité plutôt de l'école à la maison et des bienfaits d'entretenir pendant une décennie un potager à la campagne.

Ma motivation à joindre le comité de mobilisation de l'ASSÉ ?

Je souhaite joindre le comité mob car je crois que le travail qui doit être fait et constamment refait dans un milieu aussi changeant que le nôtre, c'est celui de la mobilisation, de la conscientisation, de la sensibilisation ou de la conversion à la limite. Je crois que la seule manière d'amener un(e) étudiant-e lobotomisé-e par la télévision à devenir un(e) camarade c'est en multipliant les occasions pour discuter et communiquer avec. Je crois en la diversité des tactiques, au syndicalisme de combat et à la solidarité des luttes pour que les revendications de l'ASSÉ et des groupes sociaux partageant les mêmes positions contre l'austérité aient le plus de visibilité.

Je m'engage suivant ma possible élection à être redevable aux membres de l'ASSÉ, et à faire preuve de mes meilleures qualités soient de la patience et de beaucoup de bonne humeur pour mobiliser une base, faire front commun et rejoindre ceux et celles qui pour une panoplie de raisons ne sont toujours pas conscients de comment l'austérité est annihilante.

Solidairement vôtre,

Lény Painchaud
Abeille rouge et noire

**CANDIDATURE DE MARIE-PIER LAUZON
AU COMITÉ DE INFORMATION DE L'ASSÉ**

(Déposée le 21 octobre 2015)

Bonjour, par la présente je vous soumetts à nouveau ma candidature au Comité information de l'ASSÉ. Cela fait environ deux ans que je m'implique à l'ASSÉ.

J'ai été au Conseil exécutif l'an dernier, ainsi qu'au Comité femmes en 2013-2014. J'ai auparavant été active à l'AGÉCoV (Valleyfield) pendant et après la grève de 2012.

D'abord, j'ai peu d'expérience en production de matériel d'information. Par contre, c'est un travail qui m'intéresse, car un matériel d'information de qualité est au cœur d'une campagne de mobilisation efficace. C'est de cette manière que nos revendications et actions vont marquer les esprits. Pour moi, du matériel de qualité, c'est un contenu vulgarisé, créatif et accrocheur, qui dépasse notre regard militant et qui vise à piquer la curiosité et l'intérêt de l'ensemble de la population. C'est également faire preuve d'intégrité par rapport aux valeurs combattives et progressistes de l'organisation, et être à la hauteur de ce qui s'est déjà fait depuis quelques années à l'ASSÉ, tout en faisant preuve de créativité et d'audace (un gros défi, quoi!).

J'ai pris l'été pour me familiariser avec certains logiciels de graphisme et pour collaborer avec le comité, et j'ai été élue par intérim au dernier Conseil de Coordination. Produire du matériel papier ou web est ce qui m'intéresse le plus au sein du comité information. J'ai également des aptitudes en dessin.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas !

Marie-Pier Lauzon,
membre de l'AFESH-UQAM

DÉMISSIONS

DÉMISSION DE XAVIER FERRAND AU COMITÉ RECHERCHE ET AFFAIRES ACADÉMIQUE DE L'ASSÉ

(Déposée le 22 octobre 2015)

Bonjour à toutes et à tous.

Pour des raisons personnelles, je me vois obligé de démissionner du CRAA. Cette démission est effective immédiatement. Merci à tous et à toutes ce fut une très belle expérience.

Veillez insérer ici une phrase militante clichée,

Xavier Ferrand

DÉMISSION D'OLIVIA BÉDARD-WIEN AU COMITÉ JOURNAL DE L'ASSÉ

(Déposée le 22 octobre 2015)

Bonjour,

Ceci est pour vous annoncer ma démission du Comité Journal. Je me rends compte que je n'ai pas suffisamment de temps à consacrer à l'Ultimatum. Je ne pense pas être à ma place au sein de ce comité; mes forces n'apportent que trop peu. Je crois à la mobilisation par l'art, et c'est ce que je compte faire dorénavant, tout en m'impliquant au local. Sachez que mon expérience fut enrichissante et je vous encourage à poser votre candidature: la lutte ne sera pas facile et l'Ultimatum est un bon outil de mobilisation.

À bas l'austérité, solidairement, on lâche rien, etc.,

Olivia Bédard-Wien

BILANS

BILAN MENSUEL DU CONSEIL EXÉCUTIF : SEPTEMBRE 2015

Par le Conseil exécutif de l'ASSÉ (Déposé le 6 octobre 2015)

Le mois de septembre, celui de la rentrée automnale, a été extrêmement chargé pour le Conseil Exécutif ainsi que les comités de travail. Beaucoup de matériel de mobilisation a été produit et distribué, notamment des Ultimatums anglophones, des macarons et des autocollants de la campagne de grève générale ainsi que d'autres dépliants et affiches qui ont été mis sur le site internet <http://unmouvement.org/> dans l'objectif de se faire imprimer, afficher et distribuer massivement sur les différents campus membres et non membres de l'ASSÉ.

Le 8 septembre dernier, notre campagne annuelle a été lancée avec des actions d'éclats et de perturbation organisées par plusieurs associations étudiantes locales. Objectif? Rappeler au gouvernement notre colère et notre détermination à nous soulever contre des mesures austères qui nuisent de plus en plus violemment et visiblement à notre bien-être collectif, mais aussi pour ramener nos cinq revendications fiscales à l'avant-scène et ainsi proclamer haut et fort que le désinvestissement dans le secteur public est un choix idéologique et qu'il est plus que possible de réinvestir massivement notamment en éducation, en santé et dans le communautaire.

De leur côté, les secrétaires aux affaires internes ainsi que le Comité à la mobilisation ont continué leur travail (tournées de distribution d'ultimatums, aide au local, etc.)

Plusieurs associations étudiantes membres ont également tenu des assemblées générales au cours duquel elles ont adoptées des motions de solidarité et d'appui aux employé-e-s des secteurs publics qui sont actuellement en négociation de leurs conditions de travail, plus particulièrement avec les employées du milieu de l'éducation (professeurs, employé-e-s de soutien, etc.).

Pour sa part, le Congrès d'automne a eu lieu les 19-20 septembre derniers, au Collège de Maisonneuve, à Montréal. Des modifications majeures aux statuts et règlements ont été adoptées (nouvelle instance intermédiaire, quorum collégial pour le congrès, etc.), et le plan d'action automnal a été mis à jour, notamment en appelant à diverses manifestations d'appui (celles de la FAE et du Front Commun, par exemple) et à la poursuite de la campagne de grève générale illimitée.

Les associations étudiantes de l'ASSÉ se sont d'ailleurs dotées d'une journée de manifestation unitaire le 5 novembre prochain pour dénoncer, aux cotés de nos alliées, les mesures d'austérité qui nous affectent tous et toutes. Pour consulter l'ensemble des résolutions entérinées lors du Congrès, il suffit de consulter le résumé des mandats : <http://www.asse-solidarite.qc.ca/wp-content/uploads/2015/09/resume-des-mandats-congres-19-20-septembre-2015.pdf>

Un second congrès aura d'ailleurs lieu à l'Université de Sherbrooke les 24 et 25 octobre prochains. L'invitation vous a été envoyée précédemment sur ASSE-SUPPORT. N'oubliez-pas de vous y inscrire !

Également, le Rassemblement Syndical en Éducation (RSÉ) s'est tenu les 26-27 septembre derniers. Cet événement intersyndical a regroupé des associations étudiantes et des sections syndicales locales du milieu de l'enseignement – employé-e-s de soutien, enseignants et enseignantes, employé-e-s étudiants et étudiantes, etc. – afin d'établir une plateforme de revendications communes en vue de la mobilisation automnale et des différentes perspectives de grève. Les participants et participantes au RSÉ ont souligné les effets négatifs des coupures en éducation et ont invité les associations et sections représentées à soutenir les cinq alternatives fiscales qui sont déjà revendiquées par l'ASSÉ. De plus, les associations et sections réunies ont dénoncé l'emploi systématique des décrets par le gouvernement et s'est positionné contre le rapport Demers. Il est possible de consulter l'entièreté des résolutions adoptées lors du Rassemblement au : <http://rse.unmouvement.org/fr/proces-verbal/>

Pour conclure le mois en beauté, notre porte-parole a tenu un discours d'appui et de solidarité au blocage organisé le 30 septembre dernier par divers groupes communautaires devant le Ministère du travail et de la solidarité sociale à Québec. Ce blocage a permis de réunir plusieurs personnes provenant de différents horizons (groupes communautaires de partout au Québec, étudiantes et étudiants, salarié-e-s de la fonction publique, etc.) pour envoyer un message uni au gouvernement : NON au délaissement du milieu communautaire!
Saccage libéral? Grève générale!

BILAN DU COMITÉ LÉGAL DE L'ASSÉ

(Déposé le 18 octobre 2015)

Les activités du comité légal de l'ASSÉ, depuis le dernier congrès, peuvent se résumer en trois axes.

1. Soutien financier et logistique des arrêté-e-s et des groupes d'arrêté-e-s

Premièrement, nous avons poursuivi le maintien de soutien aux personnes arrêtées, en conformité avec le mandat dont nous disposons, que ce soit dans l'attribution de montants issus du fond des arrêté-e-s, dans le support des accusé-e-s en démarche d'auto-représentation. Cela implique aussi une partie de gestion administrative du fonds des arrêté-e-s. Cet aspect financier a occupé une partie de notre temps, afin de nous assurer de la conformité du fonds. Nous avons aussi effectué le suivi, lorsque nécessaire, avec les groupes d'arrêté-e-s.

2. Participation aux instances

Deuxièmement, des membres du comité légal ont été présent-e-s, à titre d'observateurs et observatrices ou en tant que délégué-e-s, respectivement au Rassemblement syndical en éducation et au Conseil de Coordination qui ont eu lieu depuis le dernier congrès.

3. Collaboration

De plus, nous avons collaboré avec la Coalition contre la Répression et le Abus Policiers (CRAP), Outrage au tribunal et Demilitarize McGill pour organiser un atelier de coformation sur les demandes d'accès à l'information à Montréal. Nous souhaitons éventuellement être en mesure d'ajouter cet atelier à la liste d'ateliers dont les associations membres de l'ASSÉ peuvent se prévaloir.

Une rencontre aura eu lieu (avant le congrès, mais après la rédaction du bilan) avec des avocat-e-s de Montréal collaborant avec le comité légal pour clarifier la marche à suivre dans les dossiers qui nécessitent du travail de recherche ou de rédaction supplémentaire, ou dans le cas d'accusations criminelles impliquant plusieurs personnes pour un même événement. Il s'agit d'une rencontre pour faciliter la collaboration dans le futur.

Finalement, nous sommes en train d'organiser une rencontre avec le Comité de Recherche aux Affaires Académiques, dans l'optique de réfléchir sur les questions soulevées par l'enjeu de l'encadrement du droit de grève étudiante conformément au mandat adopté au Conseil de Coordination du 6 octobre 2015.

BILAN DU COMITÉ FORMATION DE L'ASSÉ

(Déposé le 22 octobre 2015)

L'automne s'étant révélé chargé en nombre d'instances (Congrès des 19 et 20 septembre, Rassemblement Syndical en Éducation et Congrès des 24 et 25 octobre), le comité a statué de ne pas organiser de camp de formation national au cours du mois d'octobre. Il serait éventuellement possible, si le besoin s'en fait sentir, d'organiser un camp automnal plus tard au cours de la saison.

En absence de camp de formation automnal, le comité s'est mandaté de soutenir l'organisation de camps locaux ou régionaux afin de faciliter l'offre de formations aux bases militantes locales. Un camp régional d'information du mouvement étudiant (CRIME) s'organise actuellement à Sherbrooke lors de la fin de semaine des 7 et 8 novembre prochains, ainsi qu'un second à Québec au cours du mois de novembre. Nous prévoyons organiser le prochain camp de formation hivernal à Québec au cours des mois de janvier ou de février.

Un recensement des formations pouvant être offertes sur les campus des associations locales a été transféré sur ASSÉ-Support afin d'inviter les associations locales à faire appel à l'équipe nationale lorsqu'elles en ressentent le besoin :

Sur la campagne actuelle, notamment les alternatives fiscales, l'austérité, la nouvelle gestion publique, le Rapport Demers et la mobilisation face à une loi spéciale, etc.

Sur le féminisme, notamment l'ABC du féminisme, l'austérité et les femmes, le sexisme ordinaire, etc.

Sur la mobilisation, l'information et la communication, notamment l'ABC de la mobilisation, l'ABC de l'organisation et du montage d'un journal avec le logiciel libre Scribus, l'utilisation de différents logiciels graphiques, les rapports médiatiques, etc.

Ainsi que des sujets variés, notamment la gestion administrative et financière d'une association étudiante, l'histoire du mouvement étudiant, la sécurité en manifestation, etc.

Solidairement,

--

Comité de formation de l'ASSÉ

Valérie Plante Lévesque

Marie-Ève Tremblay-Cléroux

Charles Besner

Delphine Labrecque-Synott

BILAN DU COMITÉ FEMMES DE L'ASSÉ

(Déposé le 22 octobre 2015)

Depuis le dernier Congrès, malgré le fait qu'il n'y ait eu aucune élection officielle, Laura a commencé à assister à nos rencontres et à s'impliquer au sein du comité. Nous nous sommes donc replongées dans la logistique des communications (l'adresse courriel, la page Facebook et plus). La gestion se fait maintenant mieux ce qui facilite les tâches de nous toutes.

Le 2 octobre dernier était la date limite pour l'appel d'offre pour le site web et nous n'avions toujours pas reçu de candidatures, mais seulement quelques questions de la part de différents hommes concernant la «discrimination» à l'égard de ceux-ci. Nous pensons toutefois qu'il est pertinent d'encourager la minorité de femmes dans le milieu du graphisme. La date limite a été prolongée, cependant, nous allons tenter de rentrer en contact direct avec des femmes du milieu. D'ailleurs, nous avons envoyé un courriel aux associations étudiantes qui ont un programme de graphisme quelconque dans leur cégep, leur demandant de mettre de l'avant l'appel d'offre dans ces milieux.

Considérant la lutte actuelle de l'ASSÉ contre l'austérité qui touche majoritairement les femmes, nous avons eu l'initiative de monter un atelier spécifiquement sur le sujet pour l'animer à travers les associations étudiantes, mais également afin que les comités femmes locaux puissent le présenter à leurs membres.

En collaboration avec le CRAA, nous travaillons présentement sur une revue de littérature sur la culture du viol. Une première rencontre s'est fait où nous avons structuré la forme de la revue.

Les ateliers d'initiation au féminisme sont présentement très en demande à Québec où Félicia et Raffaella en ont donné quelques-uns à Limoilou et à l'UL.

Solidairement, Le Comité femmes

BILAN DU COMITÉ JOURNAL DE L'ASSÉ

(Déposé le 22 octobre 2015)

Le Comité du journal a fait paraître le 8 octobre une publication régulière de 15 000 copies traitant d'enjeux liés à la grève générale et aux alliances syndicales dans la fonction publique ainsi que dans les milieux communautaires, des luttes autochtones et du récent Rassemblement syndical sur l'éducation (RSÉ). Un texte satirique concernant la place de l'université dans notre société y a également été publié. Nous n'avons pas au moment d'écrire ces lignes de bilan clair pour ce qui est de sa distribution ou de sa réception dans l'auditoire étudiant. Nous attendons vos commentaires avec impatience. Nous avons également reçu la démission d'Olivia Bédard-Wien le 22 octobre.

BILAN DU COMITÉ AUX LUTTES SOCIALES DE L'ASSÉ

(Déposé le 22 octobre 2015)

Coalition pour la justice sociale et groupes sociaux à Québec

Les militantes et les militants de la région de Québec dans les milieux syndicaux, communautaires et étudiants ont mis, au courant du mois d'octobre, la machine de mobilisation en marche. Les syndicats se sont préparés à faire la grève, le milieu communautaire a continué la mobilisation, très notamment en organisant le blocage, le 30 septembre, du MTESS, et différentes associations étudiantes de l'Université Laval ont obtenu des mandats de grève. Une manifestation organisée par le FRAQ a aussi eu lieu le 5 novembre, journée mondiale des enseignantes et des enseignants, en appui à ceux et celles-ci.

Les gens des différents milieux ont communiqué entre eux et elles, notamment au cours des réunions du conseil de grève de Québec, lequel a rassemblé les militantes et les militants de la région qui organisent maintenant certaines actions en commun.

Groupes écologistes

Le Comité aux luttes sociales rencontre activement plusieurs groupes écologistes et fait le suivi plus rapproché de certains des mandats pris en Congrès ayant lien avec l'écologie. Il a en ce sens pris part à quelques unes des rencontres ayant menées à la manifestation d'ÉCO s'opposant aux pipelines Energy East et Ligne 9b.

Il continuera aussi à faire le suivi avec le mandat d'organiser une action dans le cadre de la conférence de Paris et la conférence jeunesse qui la précède. En plus de consolider certains liens qui ont été fait lors de la manifestation précédente, il tentera aussi de bâtir de nouveau liens, si possible internationalement, afin de faire une action qui pourrait avoir une plus grande portée.

Le Comité a participé aux rencontres d'autres groupes écologistes comme le REJEQ et tentera de tisser des liens avec d'autres organisations avec des valeurs communes.

Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics

Lors d'une assemblée générale précédente, un mandat de mobilisation face à une possible loi spéciale ou décret, qui mettrait fin aux négociations collectives actuelles, a été voté en assemblée de la Coalition. Ce mandat se voulait un appel aux actions de perturbation et aux consultations de grève pour favoriser la résistance à cette mesure antisociale. Depuis, le comité action et suivi a commencé à réfléchir à une possible stratégie en cas de décret qui sera soumise à l'assemblée le lundi 26 octobre.

La Coalition main rouge organise une manifestation le 28 novembre à Montréal. Le lieu de rencontre sera au parc Jarry à 13 h. Le slogan choisi est « Saccage austère, réplique populaire ». La manifestation regroupera plusieurs organisations communautaires, syndicales et étudiantes. Leurs principales actions visent :

- les mobilisations des travailleurs et des travailleuses du secteur public contre leur appauvrissement, pour de meilleures conditions de travail et contre les compressions qui menacent les services ;
- la mobilisation des groupes communautaires pour leur survie, contre leur sous-financement.
- les mobilisations pour l'école publique, contre les coupures en éducation au primaire, au secondaire, dans les cégeps et les universités ;
- les actions de la Marche mondiale des femmes au Québec ;
- les mobilisations contre les coupes dans les programmes sociaux, à l'aide sociale, dans le logement social, et celles touchant les personnes en situation de handicap notamment.

Présentement, l'événement circule sur les réseaux sociaux.

Finalement, la Coalition a également produit du matériel concernant les baisses d'impôts ainsi qu'un guide de consultation sur la grève sociale. Elle a pour projet de sortir deux affiches concernant son mandat de mobilisation face à un décret ainsi qu'un document sur la privatisation.

N'hésitez pas à nous contacter pour toute question ou à nous les poser lors du Congrès.

Solidairement,

Le Comité aux luttes sociales
luttessociales@asse-solidarite.qc.ca

BILAN DU COMITÉ INFORMATION DE L'ASSÉ
(Déposé le 22 octobre 2015)

Voir document indépendant.

BILAN DU COMITÉ RECHERCHE ET AFFAIRES ACADÉMIQUES DE L'ASSÉ *(Déposé le 22 octobre 2015)*

L'activité du CRAA depuis le dernier congrès s'est articulée autour des quelques projets suivants:

Dans la poursuite de notre mandat lié à l'argumentaire annuel et en collaboration avec le Comité à l'Information ainsi que le Secrétaire à l'information, le CRAA a rédigé des textes ayant pour but de vulgariser et de présenter les différentes alternatives fiscales qui sont mises de l'avant dans l'argumentaire que nous avons rédigé cet été. Ces textes seront par la suite employés par le Comité à l'information afin de créer des capsules vidéos qui pourront servir subséquemment à la mobilisation via les média sociaux. Ainsi, nous avons rédigé cinq textes, chacun d'eux portant sur une des propositions figurant dans l'argumentaire, soit :

- Mise en place de 11 paliers d'impositions plutôt que les 4 actuels
- Rétablissement de la taxe sur le capital à 1% pour les sociétés financières et 0,5% pour les grandes entreprises
- Augmentation du crédit d'impôt pour les entreprises à 15%, sauf pour les PME
- L'abolition du crédit d'impôt sur les gains en capital
- Lutte plus importante contre l'évasion fiscale des entreprises et des riches

Lors du dernier Comité de coordination, nous avons fait part de notre intention d'investir nos énergies dans de nouveaux projets. Bien que ceux-ci ne soient encore qu'aux premiers balbutiements, voici les dits projets :

- Nous comptons produire un travail concernant le rapport Demers ainsi que le rapport Roy-Tremblay.
- En collaboration avec le Comité Femmes, nous avons entrepris un travail concernant la culture du viol.
- Enfin, en collaboration avec le Comité Légal, nous comptons débiter un travail concernant les différents scénarios de droit de grève afin d'être prêts et prêtes à répondre dans l'éventualité où le gouvernement souhaiterait aborder cette question.
-

Nous sommes également sur le point d'offrir des conférences et des ateliers concernant l'austérité et les alternatives fiscales, sur la marchandisation des services publics, sur le rapport Demers et nous sommes entièrement disponibles pour en offrir d'autres si des demandes nous sont formulées.

Finalement, 14 octobre dernier, une membre du CRAA a accompagné la secrétaire à la coordination pour une rencontre avec un collectif nommé Résistance à la Nouvelle Gestion publique (RNGP) afin d'établir les bases d'une réflexion et collaboration futures. Ce collectif souhaite réunir des groupes, des associations et des regroupements progressifs autour de l'opposition à la Nouvelle gestion publique dans tous les domaines des services publics, que ce soit en santé, en éducation, dans le domaine de la culture, de l'environnement ou des services sociaux.

PROPOSITIONS

1. PROCÉDURES D'OUVERTURE

1.1 Que Lauran Ayotte et Nadia Lafrenière soient à l'animation, Pascal Rheault au secrétariat, Benjamin Gingras et Claudia Cachay-Osario à la prise des tours de parole et Laura Martin et Gabrielle Bellemare au senti.

Déposée par le Conseil exécutif (22 octobre 2015)

1.2 Que l'on adopte l'ordre du jour suivant:

- 1.0 Procédures d'ouverture
- 2.0 Bilan
- 3.0 Élections
- 4.0 Finances
- 5.0 Femmes
- 6.0 Plan d'action
- 7.0 Revendications
- 8.0 Avis de motion
 - 8.1 Traitement
 - 8.2 Dépôt
- 9.0 Varia
- 10.0 Levée

Déposée par le Conseil exécutif (22 octobre 2015)

1.3 Que l'on adopte le procès-verbal du congrès du 19 et 20 septembre 2015.

Déposée par le Conseil exécutif (22 octobre 2015)

2.0 BILAN

Proposition privilégiée : Que l'on tienne une période de questions et réponses de 15 minutes sur les bilans des Comités et Conseils.

Déposée par le Conseil exécutif (22 octobre 2015)

3.0. ÉLECTIONS

4.0. FINANCES

4.1 Que l'on accorde un montant de 252,50 \$ à l'AGEETUL pour défrayer une partie de ses cotisations en retard.

Déposée par l'AGEETUL (19 octobre 2015)

4.2 Que l'AGEETUL reçoive du fond d'entraide de l'ASSÉ la somme de 440\$ afin de couvrir ses cotisations de l'automne 2015, ainsi que ses frais de déplacement aux instances de l'ASSÉ.

Déposée par l'AGEETUL (21 octobre 2015)

Proposition privilégiée : Que Louis-Philippe Véronneau fasse une présentation de 15 minutes sur l'augmentation des cotisations à l'ASSÉ, suivie d'une plénière de 30 minutes.

Déposée par le Conseil exécutif (22 octobre 2015)

5.0. FEMMES

Considérant l'adoption de la position 6 (Que l'ASSÉ appelle les travailleuses du secteur public, secteur composé majoritairement de femmes, à faire de cette grève et de cette lutte contre l'austérité un mouvement féministe dépassant le syndicalisme traditionnel et recentrant le débat sur la question de la lutte des femmes contre l'État qui leur refuse systématiquement le droit de grève par l'entremise de la Loi sur les services essentiels, loi réduisant les travailleuses au rôle de ménagère de toute la société.) adoptée lors du congrès de l'ASSÉ les 21 et 22 février 2015;

Considérant l'adoption à l'unanimité de la position 14 (Considérant que les femmes occupent la majorité des emplois de la fonction publique et sont donc les premières à subir les effets des compressions; Considérant que les coupures dans les services sociaux ont pour effet d'augmenter la charge de travail invisible des femmes; Que le RSÉ dénonce la dimension sexiste des compressions et de la précarisation des emplois dans la fonction publique et parapublique, ainsi que du désinvestissement dans les services sociaux.) lors du RSÉ tenu les 26 et 27 septembre 2015;

Considérant l'occultation des enjeux de genre et plus spécifiquement des revendications féministes dans le communiqué de presse produit par l'ASSÉ suite à la tenue du RSÉ les 26 et 27 septembre 2015 (<http://www.newswire.ca/fr/news-releases/le-rassemblement-syndical-en-education--un-premier-pas-vers-la-greve-529707951.html>);

Proposition spéciale : Que l'on blâme le Congrès de l'ASSÉ afin de dénoncer sa participation à la minorisation des enjeux féministes dans les luttes communes.

Déposée par l'ACSSUM (19 octobre 2015)

5.1 Que le comité femmes fasse une présentation de 10 minutes sur le Congrès femmes suivie d'une plénière de 30 minutes sur les attentes des membres concernant le Congrès femmes.

Déposée par le Comité femmes (22 octobre 2015)

6.0. PLAN D'ACTION

6.1. Que l'on invite les autres organisations syndicales dans le milieu de l'éducation à reprendre la proposition du RSÉ et à organiser un second RSÉ.

Déposée par le Conseil exécutif (4 octobre 2015)

Proposition privilégiée : Que l'on tienne une plénière de 45 minutes sur les stratégies à adopter en cas de loi spéciale.

Déposée par le Conseil exécutif (22 octobre 2015)

7.0. REVENDICATIONS

7.1. Que l'ASSÉ se positionne contre le rapport Demers, pour le maintien des épreuves uniformes de français, de la formation générale et des devis nationaux et contre le DEC par cumul d'AEC et les DEC sans formation générale.

Déposée par le Conseil exécutif (4 octobre 2015)

8.0. AVIS DE MOTION

8.1. TRAITEMENT

8.1.1 D'ajouter à l'article 4 des Statuts et règlements de l'ASSÉ: « 8. Pour des mesures environnementales adéquates dans le but d'assurer un environnement sain et sans pollution. »

Déposée par l'AGES (20 septembre 2015)

8.1.2 D'ajouter à l'article 7 des Statuts et règlements de l'ASSÉ : « égalitaire, incluant la lutte des personnes de genre non binaire, et » après « féminisme combatif ».

Déposée par l'AGES (20 septembre 2015)

8.1.3 De remplacer la section c) de l'article 60 - Droits de parole du Code de procédures par « Ensuite, la présidence accorde la parole aux femmes, aux hommes et aux personnes de genre non binaire de l'assemblée en alternance et avec des ordres de parole distincts. »

Déposée par l'AGES (20 septembre 2015)

8.2. DÉPÔT

Proposition spéciale : Le dépôt de l'avis de motion portant sur l'augmentation des cotisations est déposé. Voir les détails en annexe A.

Déposée par le conseil exécutif (4 octobre 2015)

9.0. VARIA

10.0. LEVÉE

ANNEXES

ANNEXE A

AUGMENTATION DES COTISATIONS DE L'ASSÉ

Modifier le chapitre 2 membres

« **Article 7 Cotisations** Les associations étudiantes membres doivent cotiser à raison de 4,50 \$ par étudiante et étudiant par année scolaire. Les versements doivent être de 2,25 \$ avant le premier octobre pour la session d'automne, et de 2,25 \$ avant le premier février pour la session d'hiver.

Nonobstant la formule d'amendement décrite au Chapitre 11, la cotisation des associations étudiantes ne peut être modifiée que sur décision des deux tiers (2/3) des associations membres via une Assemblée générale ou un Référendum. Ces Assemblées ou Référendums doivent se tenir au cours d'une même année scolaire. Le nouveau barème de cotisation s'applique à compter de l'année scolaire suivante.

Deux point cinq pourcent (2,5 %) des cotisations reçues vont au fonds d'entraide décrit en Annexe F. »

Ajouter à l'annexe C Perception, répartition et gestion des fonds de l'ASSÉ

A15 Frais d'instances

Les congrès de l'ASSÉ sont gratuits pour les délégué-e-s. Les observatrices et les observateurs paient l'ensemble des frais associés à leur participation. Ces frais sont assumés par les associations étudiantes dont proviennent les observateurs et les observatrices.

Les camps de formation sont gratuits pour l'ensemble des membres de l'ASSÉ dans le but d'y encourager la participation. Les personnes qui ne sont pas membre de l'ASSÉ contribuent en fonction de leurs capacités (contribution volontaire).

A16 Remboursement du transport

Le transport pour les instances est remboursé par l'ASSÉ. Si des autobus nolisés sont disponibles pour se rendre sur le lieu de l'instance, les participantes et les participants se doivent de le prendre.

Les autres types de transport (transport en commun, voiture, etc.) sont remboursés si:

1. Il n'y a pas de transport nolisé organisé
2. Les participant-e-s résident à plus de 50km à la ronde du lieu de départ du transport nolisé
3. Le transport est utilisé pour se rendre sur le lieu de départ du transport nolisé

La responsabilité d'organiser du transport nolisé est celle du conseil de coordination de l'ASSÉ. Le remboursement du transport se fait selon la politique de dépenses de l'ASSÉ. »